

# LA REUNION ET LES REUNIONNAIS PENDANT LA GRANDE GUERRE



# Auteurs



Pierre BREST

Agrégé de l'Université

Pierre BREST, 69 ans, agrégé d'Histoire-Géographie; retraité.

Antérieurement, professeur à la Réunion pendant 18 ans (principalement au collège de la Montagne et, en classe européenne, au lycée Bellepierre à Saint Denis).

Publications relatives à l'Histoire de la Réunion :

- Archéologie sous-marine.
- Les débuts du peuplement.
- Le peintre Alphonse Garreau
- La Réunion dans la Grande Guerre.
- La libération de la Réunion (Novembre 1942).



Virginie CARTON

Agrégée de l'Université

Agée de 32 ans, Professeure d'histoire géographie au Lycée Saint Paul IV et Professeure Formatrice Académique chargée de mission auprès des enseignants contractuels de l'Académie de La Réunion.

Enseignante depuis 11 ans.

Encadrement des actions du trinôme académique avec Bernard Hay.

Membre associée de l'IHEDN.

# Coordonnateur



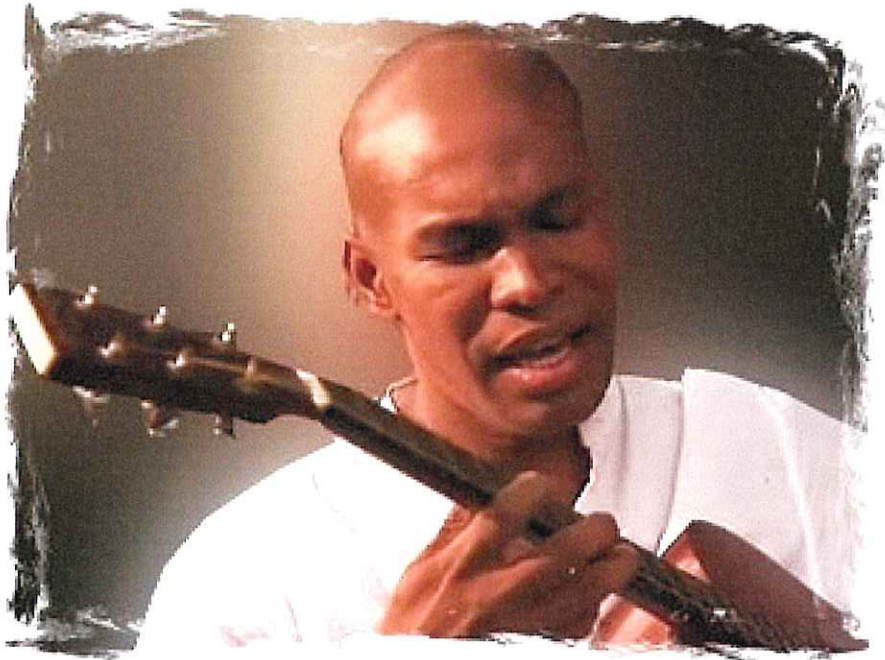
Thierry PINCEMAILLE

Directeur du service départemental de  
l'Office National des Anciens Combattants et  
Victimes de Guerre de La Réunion

Il a notamment coordonné, outre le présent ouvrage, la mise en œuvre de la base de données relationnelles « Mémoire Australe de la Grande Guerre (MAGG) ayant recensé et corrélé l'intégralité des poilus de l'Océan Indien...

Dont vous pouvez télécharger ici un exemplaire :

# Compositeur



Davy SICARD

Auteur-Compositeur-Interprète

Réunionnais né en 1973 il est multi-instrumentiste, et réalise une fusion entre maloya et world music. À la frontière de plusieurs styles, sa musique métissée est selon lui, une sorte de "maloya cabossé".

Après avoir démarré au sein du quatuor a cappella des "College Brothers" dans les années 1990, il s'est lancé dans une carrière solo à l'aube des années 2000.

Ce Livre Virtuel Interactif  
est diffusé gratuitement  
grâce au concours  
logistique et financier  
de



# SOMMAIRE

<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>La mobilisation à la Réunion : un élan patriotique</b>	<b>4</b>
<b>La conscription</b>	<b>8</b>
<b>Départ vers l'inconnu</b>	<b>12</b>
<b>L'horreur des fronts</b>	<b>18</b>
<b>Les permissions</b>	<b>25</b>
<b>La vie quotidienne à la réunion</b>	<b>26</b>
<b>L'état d'esprit de la population</b>	<b>29</b>
<b>Roland Garros, héros de la Grande Guerre</b>	<b>35</b>
<b>La grippe espagnole</b>	<b>37</b>
<b>Le bilan humain de la guerre</b>	<b>40</b>
<b>Les conséquences de la guerre</b>	<b>42</b>

## PRÉAMBULE

De 1871 à 1914, l'Europe vit dans un climat de tension caractérisé par une course aux armements, des revendications d'indépendance, des contestations territoriales, et par la mise en place de deux systèmes d'alliances antagonistes : la Triple Entente qui regroupe en 1907 la France, le Royaume-Uni et la Russie, face à la Triple Alliance composée de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Le 28 juin 1914, une étincelle met le feu aux poudres : en visite à Sarajevo, la capitale de la Bosnie, le prince héritier de l'empire austro-hongrois et son épouse sont assassinés par un nationaliste serbe. En représailles, l'Autriche Hongrie attaque la Serbie un mois plus tard et, par le jeu des alliances, le conflit s'étend rapidement à presque toute l'Europe puis au reste de la planète, ce qui lui vaudra le nom de Première Guerre Mondiale.

Le 2 août, la mobilisation générale est décrétée en France ; le lendemain, l'Allemagne lui déclare la guerre. La Réunion, qui est à l'époque une colonie française, va ainsi se retrouver pour la première fois de son histoire impliquée dans un conflit à l'extérieur de ses frontières, d'août 1914 à novembre 1918 : la **GRANDE GUERRE**.



## LA MOBILISATION À LA RÉUNION : UN ÉLAN PATRIOTIQUE

Par le biais d'un câble sous-marin passant par l'Ile Maurice, le gouverneur Duprat reçoit le 2 août 1914 un télégramme de Paris, l'informant de la mobilisation en France. Le 4, il signe à son tour l'ordre de mobilisation à La Réunion, aussitôt placardé sur les édifices publics.



*Ordre de mobilisation signé par le gouverneur de La Réunion le 4 août 1914 (Archives départementales de la Réunion)*

Dans toute la colonie, peuplée de 175 000 âmes, des habitants se portent volontaires, motivés par le désir de défendre la patrie. Plus tard, le jeune réunionnais Charles Foucque évoquera l'euphorie qui a suivi l'annonce de la guerre, avec notamment des hommes dansant le moringue dans les rues.

Ils appartiennent pour la plupart aux milieux aisés et cultivés et comptent sur la métropole pour aider à relever la situation économique catastrophique de l'île en échange de « l'impôt du sang ». Plusieurs facteurs expliquent leur enthousiasme : tout d'abord, la Troisième République a fondé son système éducatif sur la volonté de revanche de la France à l'égard des "boches". Dans l'esprit des républicains, l'école doit être le moyen pour les Français de lutter contre l'ignorance, "d'éclairer chaque jour davantage le suffrage universel" (Gambetta) mais aussi de rattraper le retard vis-à-vis de l'Allemagne. Il est couramment admis que "Sedan était la victoire du maître d'école allemand", en référence à la défaite française face à la Prusse en 1870 ; l'objectif principal de Jules Ferry, en mettant en place une instruction républicaine, aura été de former des citoyens éclairés et de réunir sur les bancs de l'école les enfants que le service militaire amalgamerait plus tard.

C'est ainsi que l'esprit de "revanche", insufflé par l'enseignement public, touche la frange instruite de la population réunionnaise ; un an après le déclenchement du conflit, Le journal *La Dépêche* peut encore déclarer, à

propos de l'éducation des jeunes : "Pour le moment, il faut profiter de ce que leurs cervelles sont encore tendres [...] pour leur inculquer la haine inextinguible du boche, la plus forte et la plus terrible haine qu'une nation puisse enseigner à ses fils par la famille et l'instituteur".

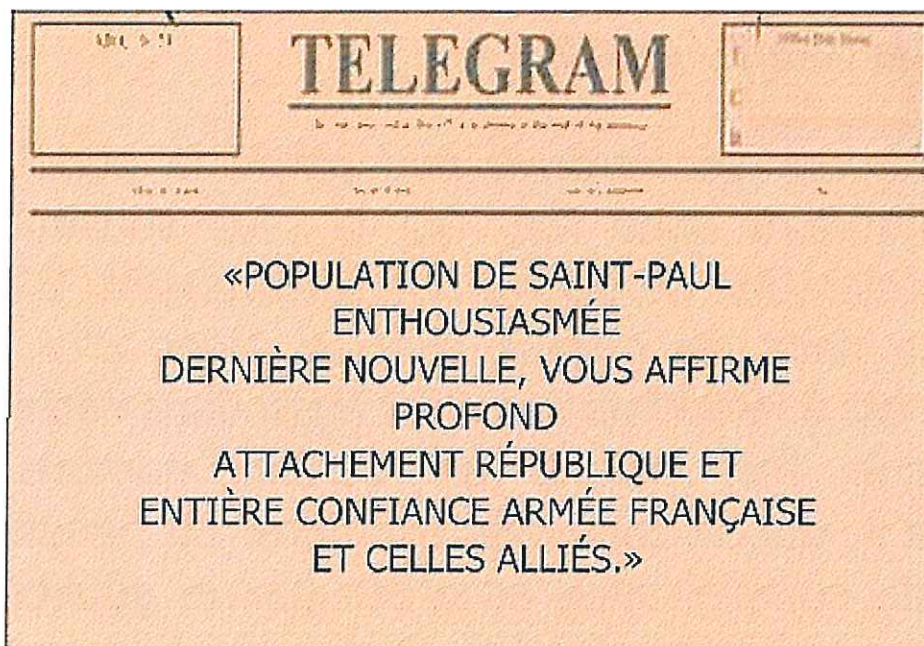


Par ailleurs, l'inorganisation de la classe ouvrière réunionnaise et l'absence d'un courant socialiste ou libertaire dans l'île expliquent l'inexistence d'un mouvement pacifiste capable de contrebalancer le patriotisme « revanchard ». Mais l'école n'est pas la seule à exalter l'idée de revanche.

La presse locale qui n'est pas en reste, qui retransmet des discours patriotiques et publie régulièrement des éditoriaux enflammés comme celui-ci, paru le 7 août 1914 dans *La Patrie Créole*, appelant à « assouvir la plus juste rancune qui soit au monde, celle que tout bon français doit avoir au fond du cœur, contre les bandits, les sacrilèges, les sauvages teutons, qui ne méritent pas le titre de soldats quand on songe aux pillages, aux viols, aux atrocités de l'année 1870 ».

Les journaux publient également des témoignages de ferveur populaire comme, par exemple, ce télégramme du maire de Saint-Paul :

## TELEGRAMME



*Archives départementales de la Réunion*

L'Église se fait aussi le relais de l'attachement à la patrie en incitant la population à se porter volontaire pour partir à la guerre, en organisant aussi des prières pour le salut des soldats français.

Toutefois, l'élan patriotique n'est perceptible que dans la population instruite qui vit en ville, soit moins de 20% des habitants de l'île. C'est elle qui lit assidûment la propagande anti-allemande diffusée dans les cinq journaux locaux.

Se sentant redevable envers la France, elle approuve leurs éditoriaux tels que celui-ci, affirmant que « *la Colonie ne peut pas rester en arrière, il faut absolument*

*que nous fassions tout pour prouver à la Mère-patrie que nous sommes bien décidés, nous aussi, à aller jusqu'au bout, dans la voie du sacrifice ».*

Une telle ferveur se retrouve peu parmi la population rurale, majoritaire dans l'île, qui le plus souvent n'a appris la déclaration de guerre que tardivement. D'autre part, même dans les milieux cultivés, l'idée d'un élan patriotique est à relativiser car c'est aussi dans cette élite instruite que l'on trouve un certain nombre d'« embusqués », qui se sont faits exempter ou bénéficient de sursis de complaisance accordés par le gouverneur pour retarder leur incorporation. Dans un article paru en septembre 1916, le *Progrès* dénonce ce favoritisme dont profitent des fonctionnaires et des proches d'usinières et de commerçants ; deux jours avant la fin de la guerre, le journal fustige encore « les embusqués Saint-Pierrois, qui ont fait les chiens couchants pour rester au pays ».

## LA CONSCRIPTION

L'arrêt de la conscription depuis 1907 a généré une très faible présence militaire dans l'île. La menace d'une guerre, de plus en plus évidente en 1913, aboutit au rétablissement du service militaire, ce dont se félicite le journal *La Patrie Créole* en date du 26 juillet 1913 : "*Le recrutement a commencé à fonctionner dans la Colonie. Les jeunes gens de 20 et 21 ans vont être levés pour se rendre en France et défendre la Mère Patrie au cas où elle serait attaquée. Ce sera l'occasion pour nous de connaître le nombre d'illettrés ou d'ignorants que comptera le contingent colonial*".

Ceux d'entre eux qui ont été envoyés en garnison en métropole vont être les premiers à être mobilisés à la déclaration de guerre et à partir pour le front, en même temps que les Réunionnais résidant en France, comme l'aviateur Roland Garros. Suivront les réservistes des classes 1912 et 1913, âgés de 21 et 22 ans, qui vont être à leur tour appelés sous les drapeaux en août 1914 et arriveront en Europe en 1915. Quant aux conscrits des classes antérieures à 1912 et postérieures à 1913, ils seront appelés un peu plus tard mais ne rejoindront le front qu'en avril 1916.

Du 7 au 10 août 1914, les jeunes réservistes doivent répondre à l'ordre d'incorporation en se présentant dans les mairies pour y passer une visite médicale. Ceux qui sont déclarés aptes doivent se rendre au bureau de recrutement de Saint Denis pour y être enregistrés.



colons pour Madagascar.

Les réservistes sont ensuite dirigés vers la caserne de la Petite Île – l'actuelle caserne Lambert – pour une visite médicale, assurée par trois médecins.

La sélection opérée lors de la visite médicale paraît excessive à certains Réunionnais, étonnés que seuls 19% des hommes aient été jugés aptes au service. La population soupçonne les autorités militaires de « créolophobie », mais en réalité, comme en métropole, ne sont aptes que les hommes en bonne santé. Or une situation sanitaire alarmante prévaut dans l'île : la malnutrition et la sous-nutrition entraînent une mortalité élevée et des malformations fréquentes au sein de la population ; à cela s'ajoutent les méfaits de l'alcoolisme, la misère et les séquelles de certaines maladies, le paludisme surtout, comme le rapporte La *Patrie Créole* :



*« Il a été donné aux médecins examinateurs de constater quelle proportion énorme de nos compatriotes était affligée de tares physiques plus ou moins graves. Les foies et les rates hypertrophiés par le paludisme, de même que les poumons trop faibles des malades, se classaient au nombre des cas les plus fréquemment observés ».*

La première journée de mobilisation donne de très bons résultats : 513 hommes sont déclarés bons pour le service sur un total de 830 réservistes. Ceci s'explique par le fait que les premiers mobilisés sont les Dionysiens, souvent en meilleure santé que le reste de la population. En revanche, les jours suivants, près de la moitié des appelés sont jugés inaptes par les commissions médicales.

Même constat en mai 1915 lorsque « les médecins militaires ont visité ces jours-ci 2126 hommes qui ont autrefois fait du service, et sur ces 2126 hommes, ils n'en ont trouvé que 577 qui fussent aptes. Il en est 1549 qui sont en pleine régression physique » par rapport à leur état quelques années plus tôt ; et le rapport de conclure : « Nous avons assisté à un véritable défilé de squelettes ».

L'enrôlement de soldats s'accompagne de plusieurs dysfonctionnements relevés par la presse : les conditions de vie à la caserne sont déplorables, avec de la paille de canne en guise de literie et une nourriture insuffisante

et, qui plus est, distribuée à même le sol, dans des plats prévus pour 10 hommes. Par ailleurs, les recrues ne sont ni équipées ni armées, faute de matériel (pas le moindre canon et un seul fusil !). D'où cette question posée le 13 août dans le *Nouveau Journal* : « A la caserne, que veut-on faire des réservistes ? Sont-ils destinés à « poireauter » indéfiniment sur la paille des chambrées de la caserne, sans profit pour personne et au détriment de leurs intérêts les plus chers ? Ne pourrait-on pas les laisser regagner leur domicile respectif jusqu'au moment où l'on aura réellement besoin d'eux ? (...). Car nous ne voyons pas l'utilité de l'encasernement de ces braves créoles, alors qu'on ne peut même pas les équiper ni les loger et qu'à peine on peut les nourrir. »



(Collection particulière)

Faute de consigne de Paris, le bureau de recrutement refuse d'accepter tout engagement volontaire des jeunes de 20 ans. Tablant sur une guerre courte, le Ministère de la Guerre n'a pas jugé nécessaire, dans un premier temps, de mobiliser l'ensemble des adultes des quatre « vieilles colonies », d'autant que la plupart d'entre eux n'ont jamais reçu de formation puisque le service militaire n'existe que depuis 1913. Aussi, après le départ le 5 août des soldats d'infanterie coloniale stationnés dans l'île, l'encadrement militaire est-il des plus restreints : seulement trois officiers de réserve, trois sergents et quatre caporaux pour assurer l'enrôlement des recrues, secondés dans leur tâche par les gendarmes, chargés de débusquer les insoumis. Ceux-ci seraient fort nombreux selon l'armée, de l'ordre de 16% du total des hommes convoqués sous les drapeaux.

En 1915, la guerre s'installe dans la durée après les lourdes pertes subies pendant les premiers mois du conflit et l'ouverture d'un nouveau front, aux Dardanelles, puis dans les Balkans. Les besoins en hommes sont tels que l'armée recourt massivement, à partir de mars 1915, à la population des colonies, avec l'approbation des parlementaires de La Réunion. Ainsi la loi "Dalbiez", adoptée en août, réexamine la situation militaire de tous les réservistes qui, pour des raisons diverses, avaient jusque-là été dispensés de partir pour le front. Dès lors, les exigences en matière de recrutement de soldats deviennent moins strictes.

Le recrutement de soldats va s'intensifier dans l'île. Néanmoins, en avril 1916, l'état sanitaire déplorable de la population ne permet de reconnaître "bons pour le service" que 250 hommes sur 3000 et en octobre 2017, 263 sur 754.

C'est ce qui décide l'armée à faire appel à des soldats de plus en plus jeunes ainsi qu'aux pères de plus de 3 enfants.

## DÉPART VERS L'INCONNU

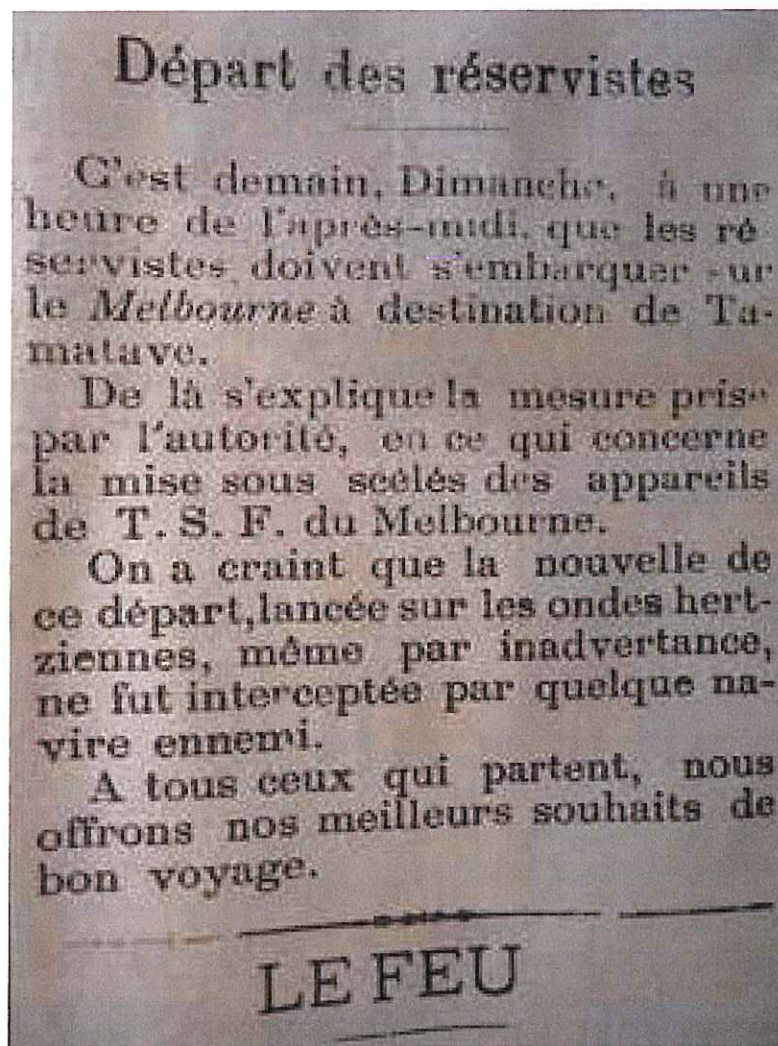
Le 17 août 1914 à midi, 679 réservistes et 10 officiers sont acheminés dans deux trains de la caserne de Saint Denis au Port de la Pointe des Galets. *« Plus de 3000 personnes, groupées sur la vaste place de la caserne, ovationnent les partants qui, tous, répondent par un formidable cri de « Vive la France ! ». Jamais, de mémoire d'homme, on a assisté à Saint Denis à une aussi grandiose manifestation ».*

Au Port, *« au milieu d'un enthousiasme indescriptible »*, la fanfare de Saint Paul escorte les soldats de la gare jusqu'au quai où attend le *Melbourne*, paquebot réquisitionné pour le transport de troupes à destination de Tamatave. Là-bas, si l'on en croit *Le Nouveau Journal*, *« nos jeunes gens resteront très probablement jusqu'à la fin de la guerre pour défendre cette colonie en cas d'attaque. Tout se bornera donc à une promenade sur les côtes malgaches ».*

Cette perspective explique l'apparente insouciance des soldats et de leurs proches ainsi que le laconique *« nos meilleurs souhaits de bon voyage »*, formulé par la presse.

À Madagascar, les recrues vont pouvoir être équipées et entraînées au maniement des armes, tout en échappant au froid hivernal qui sévit en Europe. Pendant la durée

de la guerre, 1500 soldats – essentiellement des territoriaux » – restent cantonnés dans la Grande Île, pour y remplacer les militaires d'active, rappelés en France ; leur mission est de réprimer les mouvements nationalistes qui luttent pour l'indépendance de Madagascar et de repousser une éventuelle tentative de débarquement des Allemands à partir de leurs colonies d'Afrique de l'Est. Parmi ces Réunionnais en poste à Madagascar, plus d'une centaine décéderont sur place, surtout de maladie.



*La Patrie Créole*, le 16/08/1914.



*Embarquement de soldats à bord du Melbourne, au port de la Rivière des Galets.*

Aujourd'hui encore, le nombre de mobilisés réunionnais est discuté. Au total, entre 1914 et 1918, 14 355 Réunionnais ont été recensés ; 6936 d'entre eux, soit la moitié, jugés aptes, sont incorporés et envoyés à Madagascar, d'où 5950 partent pour la France, les premiers en mars 1915.

D'autres sources avancent des chiffres beaucoup plus élevés, allant jusqu'à 4 000 Réunionnais affectés dans les deux bases militaires de Diégo-Suarez et de l'Emyrne, et plus de 10 000 envoyés en France, parmi lesquels environ 4000 restent cantonnés dans des services

auxiliaires, loin du front (un millier dans des dépôts du génie et plus de trois mille dans des usines et arsenaux).

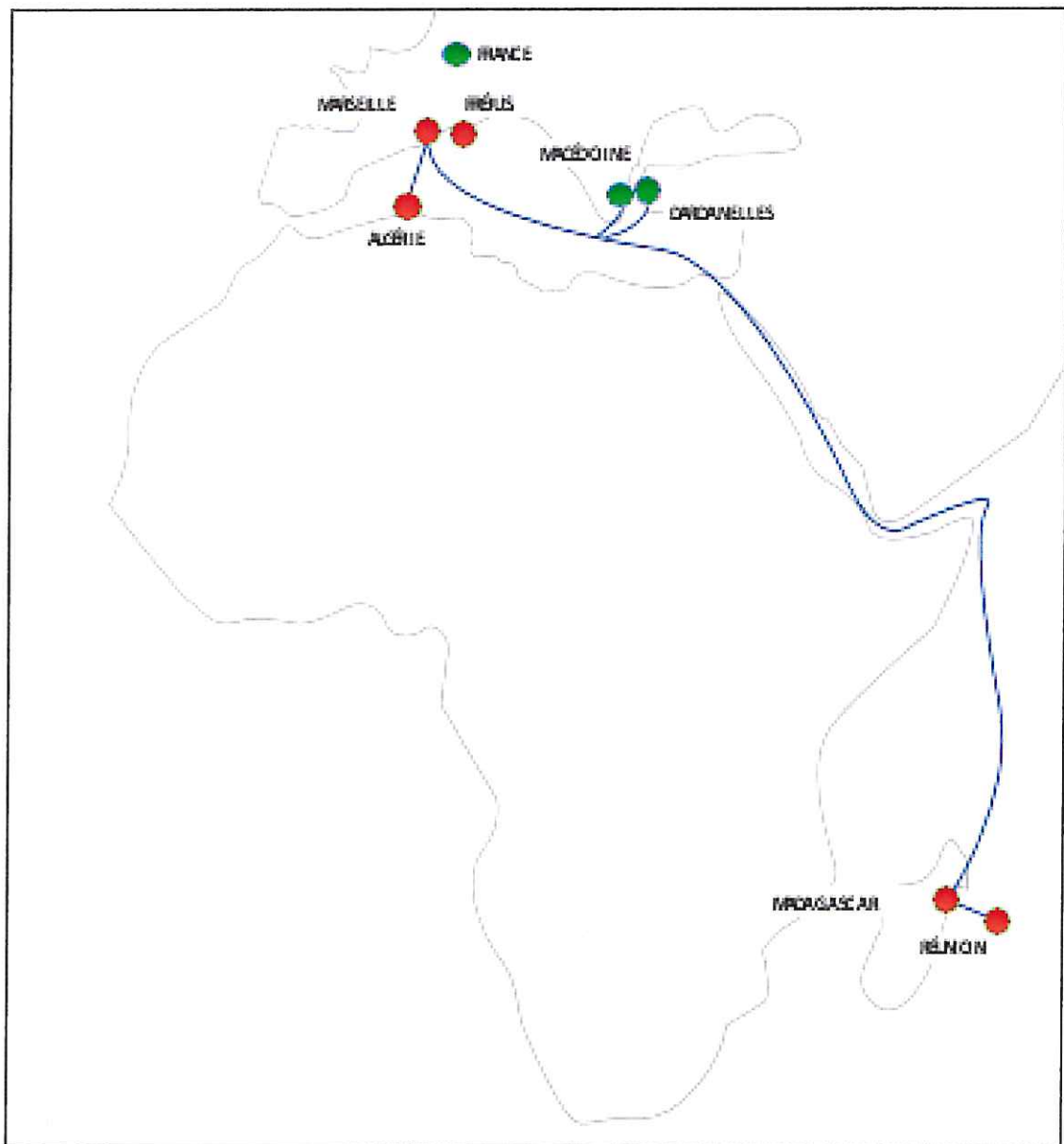
En revanche, toutes les sources convergent sur le nombre de soldats Réunionnais engagés dans les combats, environ 6000 pour l'ensemble des années de guerre.

Dans un contexte de guerre sur mer à outrance, la menace des mines flottantes, des navires et des sous-marins allemands, renforce l'angoisse des soldats tout au long d'un mois de traversée vers l'inconnu. S'y ajoutent, pour la plupart de ces hommes qui vont « sauter la mer » pour la première fois, le mal de mer et le poids de la séparation d'avec leur famille restée au pays.

En mai 1915, les premiers soldats réunionnais arrivent à Marseille. Sitôt débarqués, certains doivent être hospitalisés, affaiblis par leur mauvais état de santé et par la longue traversée, tandis que la plupart sont dirigés vers le dépôt des isolés coloniaux, point de rassemblement des troupes venues d'Outremer. Ils sont affectés dans des régiments d'artillerie et surtout d'infanterie, et dirigés vers les tranchées du nord de la France ou vers les fronts d'Orient (les Dardanelles en 1915, et la Macédoine à partir de 1916).

Carte indiquant la présence de soldats réunionnais (Madagascar, Algérie, France, Dardanelles, Macédoine)





— Itinéraire suivi par les Poilus depuis la Réunion.



Présence de soldats réunionnais sur les fronts (France, Dardanelles, Macédoine).



Principaux camps de regroupement et d'hivernage pour les Poilus réunionnais.



(Cité de la céramique, Sè



Repas à bord de « *l'Océanien* », en décembre 1917. Le paquebot, transformé en transport de troupes, a chargé des soldats malgaches et réunionnais à Tamatave, pour les emmener à Marseille. Les hommes sont soumis au manque de confort, au mal de mer, aux maladies contagieuses et au désœuvrement. Ils portent en bandoulière deux guirlandes de rondelles de liège en guise de ceintures de sauvetage, censées les protéger de la noyade en cas de naufrage. Néanmoins, au moins 34 Réunionnais sont morts noyés pendant la guerre. (Archives ECP Armées)

## L'HORREUR DES FRONTS

Pour les Créoles, la vie au front a probablement été plus difficile que pour les soldats métropolitains car, au-delà des souffrances liées au froid, ils font souvent l'objet de peu de considération de la part de leurs supérieurs. Un soldat réunionnais s'en plaint dans une lettre, en septembre 1915 : *« Ici c'est toujours la même vie, marches et exercices en campagne. Nous sommes mobilisables et connaissons le service ; mais on ne veut faire de nous que des soldats de seconde classe : tant pis. »*

En effet, les grades sont décernés aux Réunionnais avec la même parcimonie qu'aux soldats des autres colonies. Peu d'entre eux deviennent sous-officiers et encore moins officiers, même si le général Mangin a cherché à valoriser « ses » coloniaux.



Toutefois aucun bataillon créole n'a existé car la nécessité de reconstituer les unités décimées par les combats amène les autorités militaires, dans

l'improvisation, à combler les « vides ». Elles affectent les Réunionnais un peu partout, au fur et à mesure de leur arrivée ; au total, affiche pour la *journée des Troupes Coloniales* on en trouvera dans 360 régiments ! Perçus parfois comme des soldats plus fragiles, au même titre que ceux originaires des autres colonies, la plupart des Réunionnais sont rapatriés entre novembre et mars dans des camps d'hivernage situés essentiellement dans le Midi (à Fréjus) et en Algérie (à Oran). Là, ils poursuivent leur entraînement à l'arrière du front et à l'abri du froid ; pendant l'hiver 1916, on a recours à certains d'entre eux pour réprimer la résistance de déserteurs et d'insoumis dans les campagnes algériennes.

Certains meurent de froid sur le front de Macédoine, d'autres restent cantonnés toute l'année dans les tranchées du Nord Est de la France.



(Collection particulière)

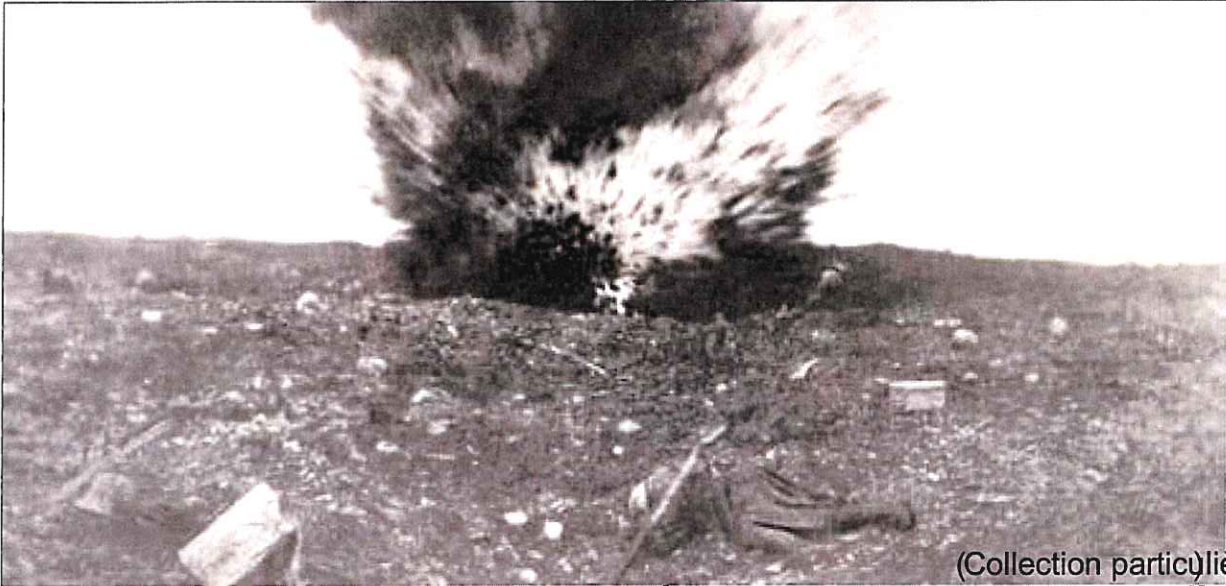
C'est ce qui est arrivé à ce poilu Réunionnais confronté à la menace permanente des gaz asphyxiants, employés sur tous les fronts : *"Souvent camarades té y mort à côté de nous, par charrettes. Nous té pas peur rien: Koça y serv ? Les gaz lé tombé deux trois fois mais nous l'éte masqués. Nous la resté 12 mois Verdun. L'étaït dur !"*



(Collection particulière)

asphyxiants avec une grosse cloche.

Mais ce sont les tirs d'obus qui constituent la principale cause de la « boucherie ». Emile Bègue, un autre Réunionnais, écrit le 4 juin 1915 : *"Mon père, je suis toujours brave, prêt à lutter pour la Mère Patrie. Mais vous ne vous ferez pas une idée de ce que c'est la guerre. Quand j'étais en classe, j'ai appris l'histoire de France. Elle nous parlait de la guerre, ce n'est plus du tout ça : c'est une boucherie d'hommes"*.



(Collection particulière)

Joseph Gamin, un artilleur réunionnais, constate : *"Ça n'ait pas la guerre çà ! Y reste sous la terre, y cache ! À cause n'y sorte pas ? Dis à zote sorte, fini un coup même... Patrouille là, c'est une affaire ; y sorte dans fait noir. Il n'y connaît pas où sava ? Y marche à tort et à travers ; après y fait clair tout d'un coup et y faut allonger dans la boue. Et puis, y entend causer doucement, sait pas si c'est chtimi ou z'allemand tellement zote langage y ressemble. Assez à vous !"*



Une tranchée tombée aux mains des Français.





En Mai 1915, débarquement aux Dardanelles de 42 000 soldats français, parmi lesquels des Réunionnais. En décembre, les survivants seront évacués vers Salonique ou Marseille. (Cliché Gallica BNF)

A partir de 1916, les Réunionnais, supposés à tort plus résistants au paludisme que les soldats de métropole, sont nombreux à être envoyés en Macédoine, région où sévit la malaria. Auparavant, beaucoup ont participé à l'expédition franco-britannique des Dardanelles, entreprise en 1915 contre l'Empire ottoman. Au moins 28 d'entre eux, appartenant à des régiments de marche d'Afrique, sont tués en juillet 1915 lors de la bataille de Gallipoli. Un survivant, Joseph Crescence, écrit à sa famille peu après :

*"Je reviens des tranchées. J'ai frisé la mort le premier jour que je suis allé en face de l'ennemi. Mon baptême du feu m'a coûté une balle sur le haut du casque, une autre sur le genou et la troisième sur l'épaule. Cette dernière me fait encore souffrir. On ne m'a pas évacué, la balle n'ayant traversé que la chair. Il y a des morts partout. On mange sur eux, on couche sur eux. Des fois vous êtes réveillés par les asticots qui vous grimpent dessus. Voyez ce qu'on souffre".*

C'est de Salonique, la « *foutue ville* » de Macédoine grecque où il a été évacué, qu'il écrit en mars 1916 une lettre apparemment non censurée malgré son ton désenchanté :

*"Je me repose des fatigues de la campagne des Dardanelles en attendant notre renvoi au front de cette foutue ville. J'en ai marre et je voudrais*

*voir cette guerre finir au plus vite. J'ai fait la rencontre de René qui a été fort étonné de me voir, croyant que j'étais mort, me montrant une lettre venant de la Réunion, dans laquelle on lui annonçait que j'avais perdu le goût du riz, des fayots et du pinard. J'ai rigolé un peu de la chose, car je vis encore, mal foutu il est vrai, mais courageux."*

De retour à La Réunion à la fin de l'année 1919, Joseph Crescence aura eu plus de chance que trois cent cinquante autres Réunionnais, cités à l'ordre de l'armée pour être *"morts au champ d'honneur en tentant de sauver un de ses camarades"*.

INDONÉSIENNE - Campement français



Paris le 3 avril 1917

Cher Louis

Production  
Hollong

Avant de quitter l'Orient, je veux t'envoyer  
ainsi qu'il vont tout le plus, un baiser bien  
affectueux. Je dois partir pour France demain  
ou après demain, j'aurais de quitter cette Indoné-  
sienne, cette Indoné s'ont je n'en rapporte que un  
admirable souvenir. Je n'appréhende rien une chose  
est que les pirates trop sur sa route, sur  
les détroits à son port, les torpilles sont si  
nombreux en Indoné s'ont.

Je vous aime très tendrement. Je pense pouvoir t'écrire  
plus longuement en France.

Les vôtres et ceux de vos amis  
Henri

ril  
e.

## LES PERMISSIONS

La guerre qui s'éternise et l'enfer des tranchées contraignent l'état-major à accorder des permissions aux poilus à partir de 1917. De courte durée – huit jours tous les trois mois passés en métropole - elles permettent de découvrir le pays et de fréquenter davantage sa population ; quelques soldats noueront même des relations plus profondes et resteront en France après-guerre. Toutefois, ne disposant en général pour tout pécule que de leur solde – 5 sous par jour passé sous les drapeaux – les poilus ne s'éloignent guère des camps de repos situés à l'arrière. Ces congés sont trop courts pour permettre de rentrer au « pays », sauf pour les Créoles au front depuis plus de 18 mois, à qui est accordée une permission exceptionnelle de 25 jours, plus la durée du voyage. Les Réunionnais affectés à Madagascar ont droit à une permission de 2 semaines tous les ans, mais les frais de transport entre les deux îles étant à leur charge, seuls les plus riches, qui reçoivent des mandats de leurs familles, peuvent s'offrir le voyage. La présence des permissionnaires à La Réunion va permettre à la population locale de découvrir la réalité des conditions de guerre, bien loin des nouvelles propagées par la presse ou transmises dans les lettres censurées reçues du front.

Ces témoignages oraux, ajoutés à la liste des morts et disparus , affaiblissent les manifestations de patriotisme

et encouragent les demandes de report de mobilisation et de prorogation de sursis pour ne pas partir. Une fois la permission terminée, il y a même quelques tentatives de désertion pour ne pas repartir au front.



Les permissions, généralisées à partir de 1917 en réponse aux mutineries dans l'armée, sont le plus souvent trop courtes pour permettre aux Réunionnais de rentrer au pays.

## **LA VIE QUOTIDIENNE À LA RÉUNION**

En apparence, la vie semble continuer son cours comme avant-guerre, du moins pour les gens aisés. À l'exception des courses hippiques, suspendues pendant toute la durée du conflit, la bourgeoisie trouve toujours à se distraire au cinéma, au théâtre et au concert. Ses enfants poursuivent leur scolarité.

La Réunion n'est pas touchée directement par la guerre mais subit de plein fouet les conséquences du conflit. Les relations avec l'extérieur sont perturbées, du fait de la réquisition des navires pour l'effort de guerre (transport de troupes et de produits coloniaux vers la France).

Dans les foyers réunionnais, on manque de tout, notamment de viande bovine, de riz et de haricots, en provenance de Madagascar, touchée par la sécheresse. Quant au riz d'Indochine, il est désormais exporté prioritairement vers la France. La pénurie entraîne une forte hausse du coût des produits de base, principalement le riz, dont le prix quadruple, mais également le savon, le sucre, le sel, la morue....

PRIX ACTUEL DE VENTE AU DÉTAIL DES DÉNÉRÉES SUIVANTES AUX AVIRONS (EN 1916. A.D.R)

DÉNOMINATION	AVANT LA GUERRE	ACTUELLEMENT
Café	3 f. le kilo	4 f. le kilo
Sucre	0,35 f. Le kilo	0,70 f. le kilo
Huile d'olive/Huile de pistache	2 f. 25 et 3 f. 50	3 f. et 4 f. le litre
Essence/Pétrole (huile)	0,50 f. le litre	0,90 f. le litre
Pommes de terre	0,20 f. le kilo	0,50 f. le kilo
lait	0,20 f. le litre	0,30 f. le litre
Saïndoux	1 f. 60 le kilo	2 f. 80 le kilo
Haricots blancs	0,40 f. le kilo	0,80 f. le kilo
Lentilles du pays	0,60 f. le kilo	1 f. le kilo
Woëmes (grains)	0,20 le kilo	0,50 f. le kilo
Ambrevades	0,40 le kilo	1 f. le kilo
Pois du pays	0,20 le kilo	0,80 le kilo

Pour faire face à la crise de subsistances, le gouverneur prend des mesures d'économie dirigée (contrôle des prix et tickets de rationnement délivrés par les mairies). Au moyen de primes et de distribution de semences et de matériel, les paysans sont encouragés à produire des cultures vivrières...

Mais ces incitations n'ont guère de succès car les terres appartiennent pour l'essentiel à des domaines dédiés aux cultures d'exportation, bien plus rémunératrices. Des solutions ingénieuses sont toutefois envisagées : un « ersatz » de bière à partir de maïs et d'eau de coco, des sacs en vacoa pour emballer les colis destinés aux soldats, des locomotives fonctionnant au bois, un mélange d'essence et d'alcool de canne en guise de carburant pour les rares voitures de l'île ....



L'occupation allemande du nord de la France, principale région de culture de betterave sucrière, n'entraîne pas une augmentation notable des quantités de sucre et de rhum réunionnais à destination de la métropole, mais engendre une très forte hausse en valeur de ces exportations ; la pénurie générale en Europe provoque également une envolée du prix des autres produits exportés (tapioca, café, essence de géranium, tabac et vanille). Toutefois, la prospérité qui en résulte ne bénéficie qu'à une petite minorité de la population, essentiellement les grands propriétaires, les usiniers et les établissements de commerce de gros. Ces "profiteurs de guerre" réinvestissent leurs bénéfices dans les emprunts nationaux (qui rapportent 4% d'intérêt) et dans l'acquisition de plantations.

Lorsque le boom des exportations prendra fin, au lendemain de la guerre, certains des plus grands propriétaires fonciers revendront leurs plantations pour investir ailleurs.

À l'opposé, malgré une hausse de salaire obtenue par les journaliers à la suite de mouvements sociaux, les conditions de vie pour les familles modestes et indigentes - c'est-à-dire le plus grand nombre - se détériorent. L'inflation et la pénurie, consécutive au ralentissement des importations de denrées, réduisent la population à la misère et, dès 1915, la disette frappe durement une grande majorité de Réunionnais,

notamment dans certains endroits reculés de l'île, par exemple à la Plaine des Palmistes et dans les Hauts de Saint Paul.

Le départ pour la guerre d'une bonne part de la main-d'œuvre qualifiée provoque un manque de personnel dans l'île notamment au port de la Pointe des Galets, où plusieurs centaines de journaliers sont employés au chargement et déchargement des navires. Là, le déficit en main d'œuvre est médiocrement compensé par le recours à des hommes inexpérimentés et indociles, enclins à délaissé leur travail, mal payé et aléatoire du fait du ralentissement du trafic portuaire. Ils cherchent une activité complémentaire plus rémunératrice.

Le journal *Le Temps* l'évoque en février 1917 :

---

## CORRESPONDANCE

---

### La crise des transports coloniaux

Nous recevons la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

La lecture de votre article du 27 janvier sur « la Crise des transports coloniaux » me détermine à vous adresser les renseignements suivants :

Des stocks considérables de sucre blanc cristallisé se trouvent entassés dans les docks de la Pointe-des-Galets, port de la Réunion. Par suite de l'impossibilité d'obtenir de là main-d'œuvre locale un travail régulier, les navires qui font le trafic se trouvent immobilisés dans ce port bien au delà du temps qui serait nécessaire partout ailleurs. Il en résulte un véritable embouteillage du port et une lamentable immobilisation du tonnage.

C'est ainsi que du 15 novembre au 6 décembre 1916, on pouvait voir stationner à la Pointe-des-Galets les navires suivants : le *Kouang-Si* (7,000 tonnes), l'*El-Kantara* (7,000 tonnes), la *Ville-d'Alger* (6,000 tonnes), l'*Océanien* (1,800 tonnes), le *Yarra* (1,800 tonnes).

Tous ces navires durent anormalement prolonger leur séjour à la Réunion.

La *Ville-d'Alger* resta huit jours sans avoir de main-d'œuvre.

L'*El-Kantara* ne put débarquer ses marchandises à l'aller. Il dut les emporter à Maurice pour ne les débarquer qu'au retour à la Réunion. Il dut rester là un mois, du 6 novembre au 6 décembre, alors qu'à Marseille, malgré la pénurie actuelle de main-d'œuvre, le déchargement et le chargement de ce navire s'opèrent en quinze jours.

On me dit que les travailleurs ne manqueraient pas à la Réunion. Mais malgré la hausse des salaires par journée de travail, les ouvriers ne consentent à travailler qu'irrégulièrement, cessent leur travail à cinq heures du soir et refusent tout travail de nuit.

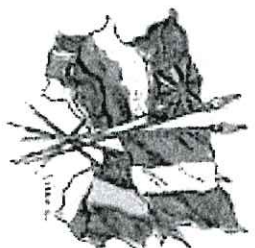
Veuillez agréer, etc...

---

## L'ÉTAT D'ESPRIT DE LA POPULATION :

De nombreuses familles réunionnaises déplorent un mort, un disparu, un blessé, sur les lointains fronts européens. Régulièrement, des avis de décès paraissent dans la presse.

Les « La dit, la fé » (rumeurs) engendrent une atmosphère d'inquiétude, de méfiance, de peur. La correspondance entre le front et l'arrière ne suffit pas à dissiper ce malaise car le courrier consiste surtout en cartes postales pré-écrites, du fait que de nombreux soldats sont illettrés, tout comme leurs familles. Cela permet aussi un contrôle postal sur le courrier, de façon à surveiller que le contenu des lettres n'affecte pas le moral de la population.

EXPÉDITEUR :		<b>CORRESPONDANCE DES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE</b> <b>CARTE EN FRANCHISE</b>	Cette carte doit être remise au vaguemestre. RIEN ne doit y être ajouté, excepté la date et la signature de l'expéditeur; les phrases inutiles peuvent être biffées. Si quelques chose y était ajouté, cette carte ne serait pas transmise.	
Nom : .....	Grade: .....		Je vais bien.	
Régiment : .....			Je suis à l'hôpital { blessé } et suis en voie de guérison. { malade } et j'espère être bientôt rétabli.	
Camp, Escadron } ou Bataillon : }			J'ai reçu votre { lettre. } télégramme. } paquet.	
Des indications relatives sont à requérir dans l'adresse de la réponse.)			Je n'ai reçu aucune nouvelle de vous { dernièrement. } depuis longtemps.	
M		Lettre suit à la première occasion.		
Affectueux		Date (avec indication d'origine) : .....		
		Signature (facultative) :		
<b>Recu A 1</b>				

Recto et verso d'une carte postale distribuée aux soldats ; les informations autorisées sont limitées et, « si quelque chose y était ajouté, cette carte ne serait pas transmise ».



Faire-part dans *Le Progrès* du 17 août 1917

Comme en France, le « bourrage de crâne » dans la presse locale propage de fausses informations, exagérant les victoires françaises, minimisant les pertes et inventant des lettres de soldats enthousiastes. Des salles de cinéma, établies dans plusieurs villes, ne sont pas en reste pour relayer la propagande officielle en projetant des courts métrages ayant trait à la

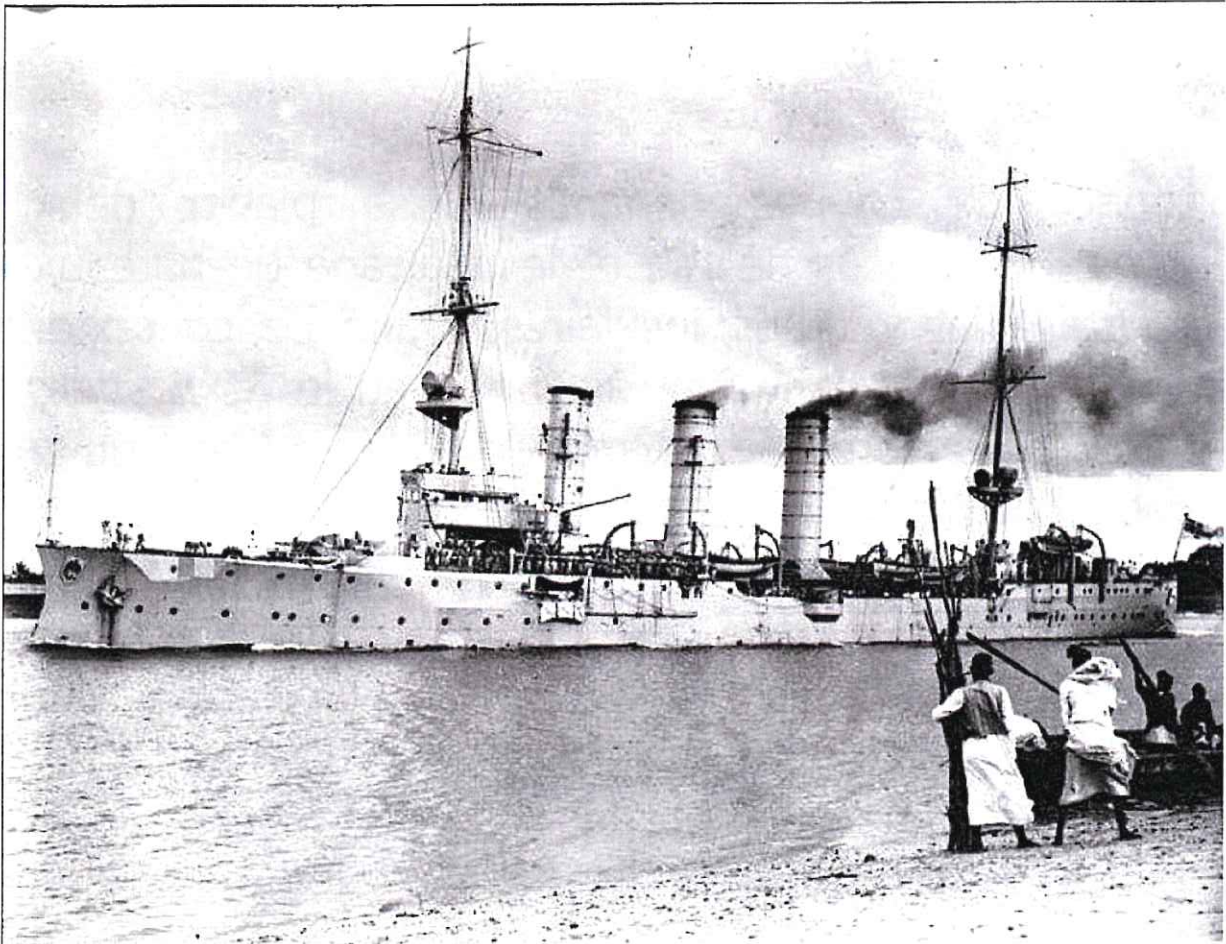
guerre.

Touchés par cette propagande à outrance, les Réunionnais ont un ennemi, "le Boche", qui éveille chez eux une haine et une peur pouvant aller jusqu'à l'obsession. C'est le cas à propos de la flotte de guerre allemande qui ne comprend que deux Navires dans l'Océan Indien. Elle est pourtant décrite par les journaux comme un "péril allemand" menaçant les côtes de l'île. La population redoute un débarquement, qu'elle serait bien incapable de repousser – La Réunion

ne compte en effet qu'une poignée de militaires et 150 vieux fusils !

L'existence de navires ennemis laisse planer deux menaces : un blocus de l'île et le naufrage de bateaux transportant les recrues insulaires. Dans ce contexte, beaucoup de gens affirment avoir aperçu le *Königsberg* près des côtes alors que le croiseur allemand se trouve en réalité dans le canal de Mozambique.

De même, le 22 septembre 1914, un navire se dirige vers Le Port et provoque une véritable panique au sein de la population. En réalité, il s'agit d'un navire britannique faisant route vers Maurice et qui s'est dérouté pour se ravitailler en charbon. Alors que le *Königsberg* a été coulé par les Britanniques en Afrique de l'Est en juillet 1915, les Réunionnais évoquent encore « le vaisseau de guerre qui reste fantôme ».



Le croiseur *Königsberg* en Afrique orientale allemande peu avant la guerre. (Bundesarchiv Bild) .

Cette crainte d'un débarquement allemand pousse le directeur de la Banque de La Réunion à abriter dans le cirque de Salazie les fonds déposés dans son établissement :

## NOTRE NUMÉRAIRE

On a beaucoup craint la semaine dernière une visite du « Kœnigsberg ». Aussi bien nos Banques et le Trésor avaient-ils pris leurs précautions. C'est dans un endroit secret du Cirque de Salazie qu'a été caché tout le numéraire disponible.

*Article paru dans Le Progrès du 10 novembre 1914  
(A.D.R)*

Ce climat d'angoisse s'explique par le peu de nouvelles reçues par les Réunionnais mais également par le mauvais traitement de l'information dans le but de mobiliser l'opinion publique pour mieux la contrôler et montrer ainsi à la métropole à quel point les habitants se sentent impliqués dans la guerre. D'autant qu'un décret pris le 27 août 1914 « étend à La Réunion la loi réprimant les indiscretions de la presse en temps de guerre ». L'engagement de la population et son désir de participer à sa manière à la défense nationale s'expriment à l'encontre de possibles ennemis intérieurs. En témoigne le sort réservé à l'unique Autrichien de l'île, assigné à résidence en 1915. La police surveille également les deux citoyens italiens jusqu'à l'entrée en guerre de leur pays aux côtés de la France.



Plus grave, la communauté indo-musulmane, composée d'un millier de "zarabs", est prise pour cible car assimilée aux Ottomans, alliés de l'Allemagne. Son courrier est surveillé. En 1917, une émeute s'en prend même à des commerçants musulmans de Saint-Joseph ; des boutiquiers sont molestés, et leurs magasins pillés, sans autre motif que la haine du « boche » et de ses acolytes.

Tout au long de la guerre les asiatiques sont épiés, par exemple par *le Progrès* qui, deux semaines avant la fin du conflit, constate que « six maisons arabes ont réalisé quatre millions de bénéfices ». Peut-être pour faire face à la fréquente accusation de profiter de la pénurie, les communautés chinoise et indo-musulmane font preuve d'un zèle particulier en répondant aux appels à la solidarité patriotique.

Toutefois, peu de Réunionnais ont versé de l'argent pour les emprunts nationaux - à peine 70 à 750 souscripteurs, selon les années - ce qui traduit l'état de misère de la population.



Conscient de l'état de dénuement de beaucoup d'appelés, le 13 août 1914 « un comité de dames créoles s'est constitué à Saint Denis pour collecter de l'argent en faveur des soldats. En

abandonnant leur travail pour partir à la guerre, un grand nombre de réservistes peu fortunés laisseront leur famille dans la misère ». Cette initiative privée s'ajoute à l'allocation mensuelle de 35 francs versée en principe par la Colonie aux familles appauvries par le départ à la guerre d'un de leurs membres, et aux secours alloués aux indigents par les mairies.

D'autres souscriptions font également

Appel à souscrire à l'emprunt de la Défense appel à la générosité des habitants, par nationale exemple la «



**Souscription**  
**Au profit des ambulances destinées aux coloniaux blessés ou malades.**

Le ministre des Colonies a avisé le gouverneur, de la création en France d'ambulances destinées en principe aux coloniaux blessés ou malades.

Pour aider à l'œuvre entreprise, qui fonctionne sous la présidence de Madame Maurice Raynaud, des listes ont été mises en circulation dans la colonie. Elles portent la mention : « Ambulance et Assistance coloniales, ministère des Colonies, 27 rue Oudinot, Paris. »

Les sommes recueillies seront centralisées par la Banque de la Réunion qui en assurera la transmission au département.

collecte pour les œuvres des départements occupés par l'ennemi », la « souscription au profit des ambulances destinées aux coloniaux blessés ou malades » ou L'Œuvre des vêtements Chauds.

*La Patrie Créole*, le 04/09/1915

# ŒUVRE

des vêtements chauds pour  
nos soldats sous le patro-  
nage de Mme COR  
Présidente d'honneur

----»O«----

L'hiver étant arrivé, toutes les Fran-  
çaises, en ce moment travaillent, soit  
à l'aiguille, soit au tricot, pour vêtir  
plus chaudement nos chers soldats  
qui défendent la patrie et la civilisa-  
tion.

Nous, habitants de la Réunion,  
nous devons avoir à cœur de colla-  
borer à cette œuvre si charitable, en  
lui donnant notre obole. Tous les dons  
en nature, aussi bien que la plus pe-  
tite offrande, seront reçus avec recon-  
naissance par Mme Vve J. M. Mac-  
Auliffe, rue du Conseil et par Mme  
Albert Foucque, rue Ste-Anne.

**N. B.** — Les listes de souscription  
sortiront bientôt.

\*

Un  
exemple d'action patriotique, « l'œuvre des  
vêtements chauds », proposant la fabrication  
et l'envoi de vêtements contre le froid aux  
poilus réunionnais sur le front. Article paru  
dans *Le Progrès* du 24 octobre 1914 (A.D.R.)

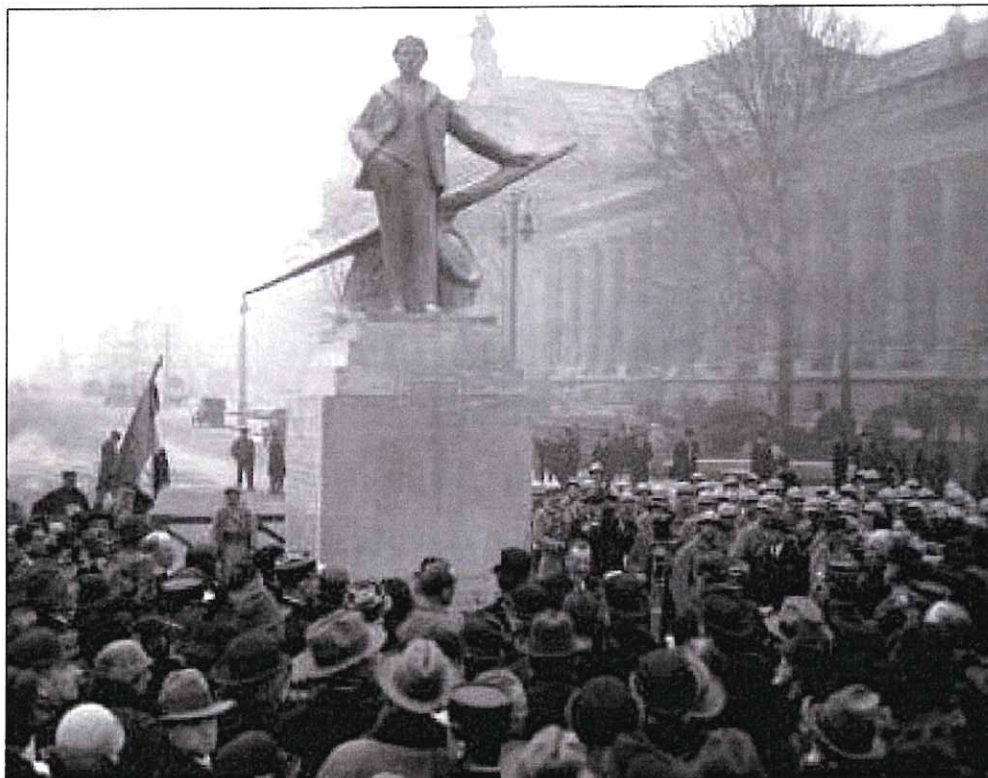
## **ROLAND GARROS, HÉROS DE LA GRANDE GUERRE**

Roland Garros est né à Saint-Denis le 6 octobre 1888. Très jeune, il quitte son île et à partir de 1910 devient aviateur à Paris. Pendant quatre ans il accumule les prouesses, avec notamment la première traversée aérienne au-dessus de la Méditerranée. La déclaration de guerre ne met pas un terme à sa renommée de pilote ; il s'engage dans l'Armée de l'air, où il va pouvoir contredire des chefs militaires tels que le général Joffre qui affirmait au début de l'année 1914 que « l'aviation c'est du beau sport, sans le moindre intérêt militaire ».

Quoiqu'il n'ait pas gardé d'attaches à La Réunion, Garros y est très populaire ; lorsqu'on le croit mort au combat, fin août 1914, des comités Garros se créent un peu partout dans l'île et une souscription est lancée pour ériger un monument à sa mémoire. Très vite, Garros est retiré du front pour être affecté auprès d'un constructeur, afin de réfléchir à un système de tir de mitrailleuse à travers l'hélice d'un avion. Ce procédé qu'il met au point en avril 1915 révolutionne l'aviation de guerre en donnant naissance à la chasse aérienne : désormais, l'avion sera un monoplace puisque le pilote n'a plus besoin d'être accompagné d'un mitrailleur pour manier son arme.

De retour au front, Garros est fait prisonnier en mai 1915 et le secret de son invention tombe aux mains des Allemands. Après presque trois années de captivité, Garros parvient à s'évader et insiste pour rejoindre son escadrille. Le 5 octobre 1918, c'est-à-dire peu avant l'armistice, il trouve la mort en combat aérien.

Roland Garros reste le plus célèbre des 5500 aviateurs et aérostiers français tués pendant la guerre. En hommage à ce pionnier de l'aviation et héros de la Grande Guerre, son nom sera notamment donné au stade de tennis inauguré à Paris en 1926 et à plusieurs rues et bâtiments publics à La Réunion.



*En 1925, une statue de Garros est exposée sur les Champs Elysées, avant d'être envoyée à Saint-Denis.*

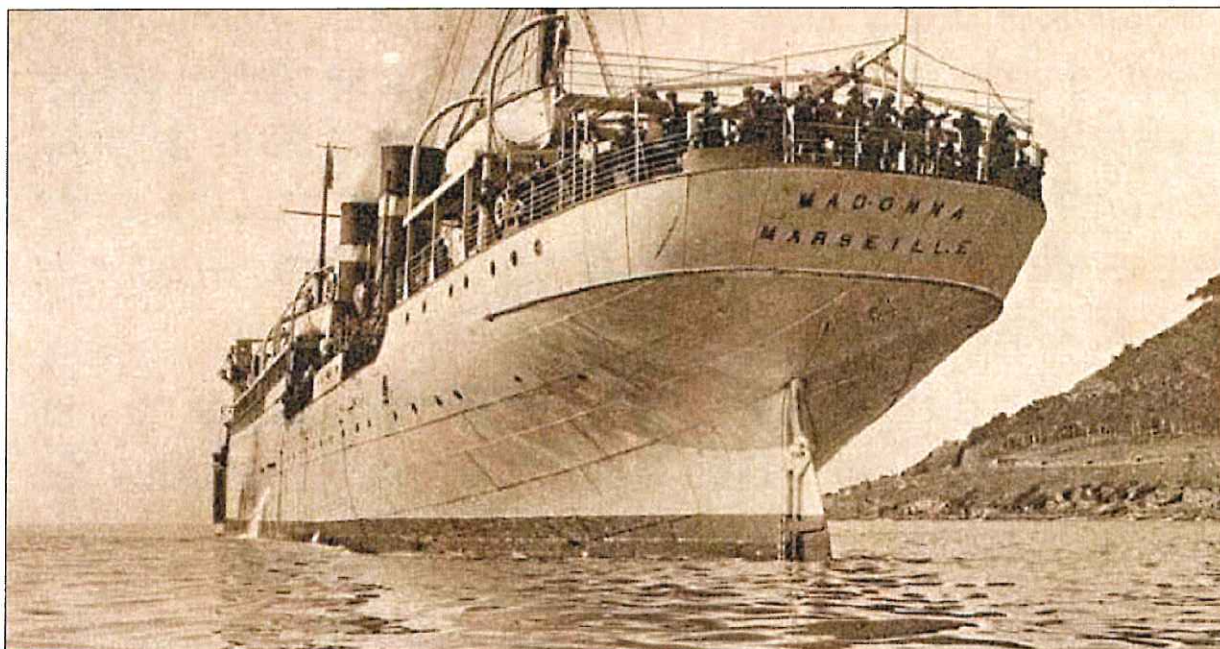
Le 13 novembre 1918, les Réunionnais apprennent la nouvelle : l'armistice a été signé deux jours plus tôt à Rethondes. Les journaux rendent compte de l'allégresse qui accompagne l'annonce de l'armistice : « Lundi soir à six heures s'est répandue en ville la nouvelle de l'effondrement de l'Allemagne. (...) Séance tenante, le maire de Saint-Denis s'est rendu à la cure de la Cathédrale pour faire sonner le grand carillon. Une demi-heure après (...) les manifestations s'organisaient partout. L'une d'elles, à la tête de laquelle se trouvait le maire, se porta vers le gouvernement où M. Duprat annonça à la foule la bonne nouvelle.

Une grande animation n'a cessé de régner à Saint-Denis jusqu'à onze heures.»

L'armistice ne signifie pas pour autant le retour immédiat des soldats : les poilus doivent attendre qu'il y ait des navires disponibles pour les rapatrier. D'autre part, le service militaire étant de 3 ans, les plus jeunes, âgés de 20 ans au moment de l'armistice, ne rentreront qu'en 1921.

## LA GRIPPE ESPAGNOLE

Le 31 mars 1919, le *Madonna* accoste au port de la Pointe des Galets avec, à son bord, les premiers soldats de retour de la guerre, au nombre de 1603.



Le *Madonna* (Coll. E. Boulogne)

Quelques jours plus tard, une épidémie de grippe très violente frappe l'île. Deux facteurs peuvent être à l'origine de l'épidémie à La Réunion: D'une part, des soldats ayant contracté la maladie en France - où elle sévissait depuis cinq mois - avant d'embarquer à bord du *Madonna* ; d'autre part, de la terre contaminée par le virus. En effet, pour atténuer le roulis en haute mer, les armateurs avaient coutume de lester les cales des navires avec des débris (terre, roches, carrelages ...), utilisés ensuite pour combler le bassin du Barachois de Saint-Denis. Le témoignage d'un docker, constatant la

présence d'ossements dans le sable servant de lest, incite à penser que des cadavres enterrés en France auraient contaminé la terre transportée par le *Madonna* :

*« Je travaillais depuis le début du premier jour en qualité de treuilliste de la cale à bord du vapeur Madonna ; présent à l'ouverture des panneaux, une forte odeur nauséabonde sortit de la cale ; je descendis dans la cale, et je constatais que le lest était sableux et mouillé, avec la présence de petits os. Je tombais malade avec des vomissements de sang le quatrième jour ».*

(Déclaration du docker Adolphe Saint Louis à la gendarmerie en avril 1919. Archives départementales de La Réunion).

L'épidémie de grippe espagnole se répand dans toute l'île en avril 1919, particulièrement à Saint Denis et au Port, qui perdent 7% de leur population. Sa diffusion rapide et massive est facilitée par la sous-nutrition, la concentration urbaine et la circulation ferroviaire. Les autorités locales sont démunies face à cette pandémie nouvelle, à la fois grippe et pneumonie. Comme en France, elles en sont réduites à préconiser de boire du rhum. L'épidémie est telle qu'il n'y a plus assez de cercueils, les cadavres doivent être inhumés dans un drap et les familles n'osent plus conduire leurs morts au cimetière. Les rues de Saint-Denis sont jonchées de corps sans vie. À côté du cimetière, d'autres cadavres attendent une sépulture.





*Cadavres empilés devant le cimetière de Saint-Denis*

Fin avril, on compte jusqu'à 100 morts par jour à Saint-Denis. Un « char funèbre », conduit par des soldats et des prisonniers, ramasse les cadavres dans la capitale et les dépose dans d'immenses fosses communes creusées au cimetière de l'Est. De la quinine et de l'aspirine sont distribuées gratuitement à la population. En mai, on constate une "nette amélioration" avec, cependant, encore 30 morts par jour dans la capitale. Le 11 mai, l'épidémie prend fin alors qu'un petit cyclone vient de balayer l'île pendant un peu plus d'une heure.

Certains Réunionnais, pour qui la tempête aurait chassé le "mauvais air" et la maladie, parleront de miracle ...Toujours est-il que l'épidémie était terminée. La grippe espagnole a affecté le monde entier ; à La Réunion, en faisant presque 8000 victimes, elle s'est révélée beaucoup plus meurtrière que la guerre.

## LE BILAN HUMAIN DE LA GUERRE



*Saint Denis. Groupe de blessés Réunionnais.*

Le nombre de Réunionnais partis combattre en Europe a été assez limité : moins de 7000 hommes, soit 4 % de la population totale et environ 12% de la population masculine adulte.

Le nombre de Réunionnais morts au combat (moins de 500 ) ou des suites de blessures (160) est moins élevé en pourcentage qu'il ne l'a été pour les soldats métropolitains (10% contre 18%).

En effet, la plupart des soldats réunionnais sont arrivés tardivement sur le front échappant ainsi aux neuf premiers mois de la guerre, les plus meurtriers de tout le conflit. Ils ont souvent été envoyés également à l'arrière en hiver.

En revanche, à l'arrière comme au front, les soldats créoles ont été particulièrement victimes de maladies, beaucoup plus que leurs frères d'armes métropolitains. À titre de comparaison, les maladies n'ont représenté que 12% des causes de décès parmi les soldats originaires de métropole, tandis que la moitié des morts Réunionnais l'ont été de froid (gelures), de maladies respiratoires (tuberculose, pneumonie), et plus encore de la typhoïde, de la dysenterie et surtout du paludisme, affections particulièrement répandues en Macédoine.

Considérés à tort plus résistants à ces maladies qui sont alors répandues outre-mer, les Créoles ont été envoyés en grand nombre sur le Front d'Orient avec les troupes coloniales, où beaucoup ont péri. À cela s'est ajoutée la grippe espagnole les derniers mois de la guerre.

DOCTEUR A. L. FOURCADE  
Médecin-Major-2ème classe

NOTIONS PRATIQUES  
POUR LE  
**PALUDISME**  
EN MACÉDOINE



ÉDITION \* \* \* \*  
LIBRAIRIE FRANÇAISE  
SALONIQUE \* \* \*

Prix 1 F<sup>rs</sup> 50

*Brochure sur le paludisme, éditée à Salonique en  
1917 à l'intention des soldats.*

## LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

Beaucoup moins qu'en France, le premier conflit mondial a eu de lourdes conséquences pour la société et l'économie insulaires.

Sur le plan démographique, La Réunion a subi une diminution de sa population, à la suite d'une surmortalité consécutive tout à la fois au décès d'environ 1500 soldats, à la grippe espagnole et à la sous-nutrition. Dans le même temps, l'île a connu un fléchissement de la natalité du fait de l'absence de plus de 10 000 hommes pendant la durée de la guerre. Aussi, en 1921, la population totale atteint-elle à peine son niveau de 1902.

Une partie de la jeunesse instruite n'est pas revenue du front, comme le rappelle une plaque où figurent les noms des anciens élèves du lycée de Saint Denis (l'actuel collège Bourbon) morts au champ d'honneur.

À ce préjudice pour l'île, il faut ajouter les milliers de foyers affectés par la disparition des chefs de famille, morts à la guerre ou de la grippe espagnole, et les nombreux blessés et handicapés à la charge de leur entourage.

À l'inverse, les années de guerre ont été une période prospère pour l'économie de l'île : outre à la petite minorité de planteurs, usiniers et négociants, l'inflation a

profité à la Banque de La Réunion, qui a procédé à une forte émission de monnaie pour consentir des avances aux sociétés d'import-export et payer en monnaie locale les traitements de tous les fonctionnaires. Par ailleurs, l'envolée du cours des cultures commerciales a permis une exceptionnelle augmentation des recettes de la colonie grâce aux taxes sur les importations et exportations de produits devenus chers. La fracture sociale entre une petite minorité de nantis et le reste de la population n'a fait que s'accroître.

La précarité dans laquelle vit en permanence une partie des habitants, accrue en temps de guerre du fait de l'inflation et de la mobilisation au front des soutiens de famille, favorise l'alcoolisme : « L'argent des ménages s'en va en alcool », dénonce *Le Peuple*, pour qui « misère et alcoolisme sont des compagnons fidèles ».

## Le « Peuple » ( La consommation du Rhum )

Nous avons signalé déjà la consommation effrayante de 100 000 litres d'alcool par mois dans notre petit pays de 160 000 âmes actuellement, guère plus. Nous négligeons naturellement l'alcool de fraude, le rhum « marron » ; il n'en est tenu compte, par définition, dans aucune statistique officielle.

Misère et alcoolisme sont des compagnons fidèles. L'argent du ménage s'en va en alcool. L'intérieur en souffre. La nourriture est insu'fisante. Femme et enfants sont réduits à une diète sévère. Les privations tuent l'esprit de famille, il ne reste plus aux femmes qu'à chercher une consolation dans ce rhum qui fait leur malheur. Elles n'y manquent pas. Comment refuser de partager ce bonheur bestial avec les mioches ? Ce pas est franchi parfois.

Le *Peuple*, en juillet 1917.

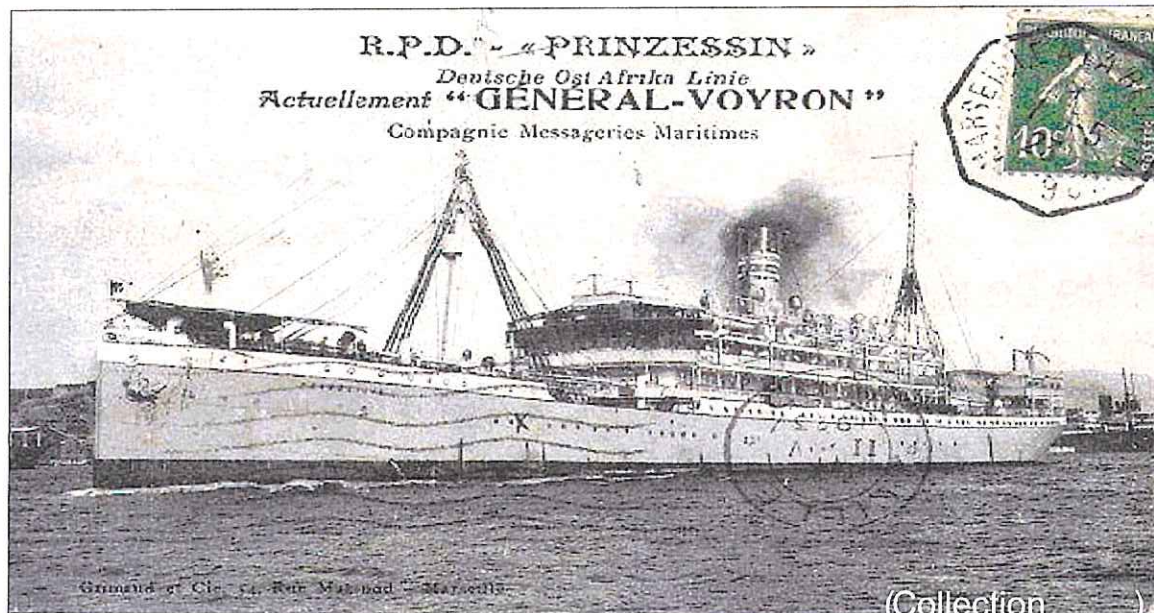
La misère a été à l'origine d'actes délictueux et d'émeutes de la faim, par exemple en octobre 1917 à Saint-Leu, où la mairie et des magasins sont saccagés. Elle a donné lieu à des mouvements de grève, même si le courant contestataire, né en 1912-1914 à l'occasion de la création de syndicats ouvriers, passe au second plan pendant toute la période de la guerre. En 1917, principalement, se produisent des conflits sociaux pour exiger de meilleures conditions de travail et de rémunération ; des émeutes éclatent sporadiquement devant les mairies et le palais du gouverneur, tandis que des grèves dans plusieurs secteurs (dockers, ouvriers du bâtiment, institutrices suppléantes) aboutissent

rapidement à une amélioration des salaires journaliers, et parfois au versement d'une indemnité de vie chère.

En revanche, dans les premières années d'après-guerre, les soldats démobilisés ne s'engagent qu'exceptionnellement dans des luttes revendicatives, ce qui laisse à penser qu'ils furent peu réceptifs aux idées et actions révolutionnaires qui agitèrent le front et l'arrière quand ils étaient en France.

Une conséquence inattendue de la guerre a été l'amélioration du trafic maritime entre la France et sa colonie : la compagnie des Messageries Maritimes, dont 22 navires ont été coulés pendant le conflit, obtient du gouvernement français la cession de plusieurs bateaux allemands qui avaient été confisqués au titre des « réparations » des dommages de guerre. Après les avoir rebaptisés, la compagnie va affecter dix de ces paquebots allemands à sa ligne de l'Océan Indien. Ces navires, construits au début du siècle, vont contribuer pendant une dizaine d'années à moderniser la flotte et à augmenter les capacités d'accueil de voyageurs et de fret entre Marseille, Madagascar et La Réunion, en assurant deux liaisons mensuelles.





Le paquebot « *Général Voyron* » assure la liaison entre Marseille et La Réunion. Ce navire allemand, lancé en 1905 sous le nom de « Prinzessin », a été cédé à la France au titre des « réparations de guerre ».

La guerre a également été un vecteur de diffusion de nouvelles pratiques socioculturelles. En suscitant au sein de la population le besoin d'être informé, elle a favorisé la parution de nouveaux journaux. Dans le domaine sportif, le retour des soldats permet au football de gagner les couches populaires de la société ; il est désormais pratiqué sur l'hippodrome de Saint Denis.

À leur retour dans l'île, les « poilus » sont prioritaires pour occuper des emplois publics, mais beaucoup ne peuvent y prétendre à cause de leur niveau d'instruction insuffisant.

Un esprit « *ancien combattant* » est entretenu après-guerre dans une association, la Légion des Combattants, qui jouera plus tard un rôle actif par le soutien que bon nombre de ses membres apporteront au gouverneur pétainiste de La Réunion en 1940-1942.

Cette association eut surtout pour vocation de perpétuer le souvenir des Réunionnais morts pour la patrie, à l'occasion de cérémonies organisées partout dans l'île.



Comme en France, chaque commune de La Réunion fait ériger un monument aux morts en hommage à ses « poilus », dans plusieurs de ces mausolées a été déposée de la terre provenant de Verdun en souvenir de la bataille où de nombreux Créoles trouvèrent la mort. À Hell-Bourg a été érigée une statue en bronze représentant la Victoire, dont le buste nu

a longtemps fait scandale.

En pleine guerre, on envisageait déjà d'ériger un monument aux morts à Saint-Denis ; c'est chose faite en 1923 avec la Colonne de la Victoire.

Cela permet aux Réunionnais de faire le deuil de Monument aux morts devant la mairie de Hell Bourg leurs morts et de réaffirmer le « lien du sang » existant entre la France métropolitaine et sa colonie. Cet Édifice rappelle l'engagement direct de Réunionnais dans le conflit mais également la contribution de « ceux qui sont restés » et qui ont participé « de l'arrière » à l'effort de guerre, tant par des dons et des souscriptions que par leur confiance dans l'Union sacrée.

## CONCLUSION

C'est la première fois dans leur histoire que les Réunionnais ont été mobilisés pour aller combattre. Au-delà du nombre de morts, les pratiques sur le front ont atteint un degré de brutalité inconnu jusqu'alors. Mais si les *Poilus* ont vécu l'angoisse des assauts, la souffrance physique, le chagrin de la perte de camarades, la nostalgie de leur « pays », la guerre a été aussi une dure épreuve pour la population restée dans l'île, confrontée en permanence à la misère et à la crainte d'apprendre la perte d'un être cher.